Protection civile et défense nationale = Zivilschutz und Gesamtverteidigung

Autor(en): **Wanner, Hermann**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile**

Band (Jahr): **17 (1970)**

Heft 6

PDF erstellt am: **25.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-364463

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Protection civile et défense nationale

M. Hermann Wanner, directeur de l'Office central de la défense qui est entré en fonction le 1er avril 1970, a présenté sa première conférence publique le 2 mai, à Soleure, à l'occasion de l'Assemblée des délégués de l'Union suisse pour la protection des civils. Nous publions ci-dessous un résumé de son exposé qui a suscité un large écho dans tout le pays.

La défense nationale n'est pas une entité en elle-même; elle se présente au contraire sous la forme d'un complexe, comprenant un nombre considérable de tâches et de problèmes. La protection civile qui débuta pendant la Seconde Guerre mondiale, représente l'une de ces tâches établies clairement sur une base légale constitutionnelle le 24 mai 1959 par l'article 22bis.

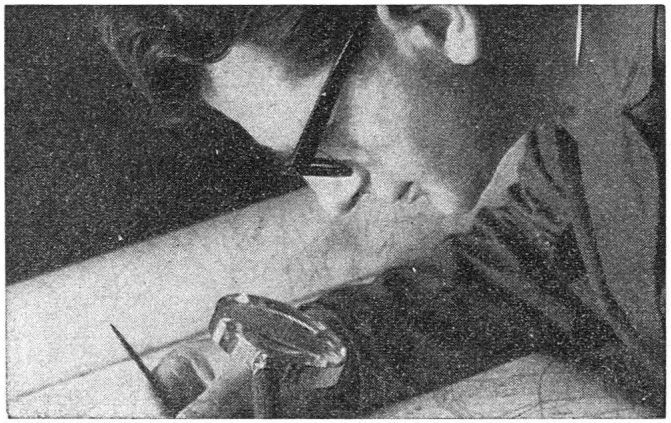
Depuis la Première Guerre mondiale, la conduite de la guerre de même que les tâches de la défense se sont entièrement transformées. Le problème de la survie est devenu primordial, de même que les mesures pour la protection de la population et de l'armée, le sauvetage et le secours des personnes ainsi que la protection des biens. La guerre moderne n'atteint pas seulement l'armée mais l'ensemble du pays, toute son économie et toute sa population. Dans le rapport du Conseil fédéral du 6 juin 1966 concernant la conception de la défense, on exige, au vu de la guerre moderne généralisée, l'incorporation de la défense militaire dans une défense nationale. Celle-ci deviendra toujours plus forte du fait de la nécessité des mesures générales de défense. Il faut grouper toutes les composantes de la défense en une conception générale. La défense totale représente enfin l'ensemble de toutes les mesures prises pour le maintien de la souveraineté nationale.

Avec l'entrée en vigueur de la loi sur les organes directeurs et le Conseil de la défense du 1er avril 1970, on a doté le Conseil fédéral, instance suprême responsable de la conduite, de la préparation et de l'exécution des mesures de défense en temps de paix comme en temps de guerre, d'un état-major apte à l'avenir, à indiquer le chemin à suivre, à planifier et à coordonner, tout en discernant et gardant en main les problèmes de la défense.

Dans le cadre de la défense nationale, la protection civile prend une importance primordiale. Il ne faut pas se contenter des mesures de protection passives, mais tendre à utiliser les effets de ces dernières capables de prévenir une guerre. L'instruction et les avis concernant le comportement de la population en temps de guerre nécessitent une plus large difussion. Les problèmes de l'alerte en temps opportun, de la subsistance, de l'information dans les abris, de l'engagement des services d'assistance et sanitaires après des explosions nucléaires, de l'inhumation lors de pertes massives, doivent être étudiés afin de leur apporter une solution. Le but principal est de rétablir l'ordre aussi rapidement que possible dans le chaos d'une guerre atomique ou conventionnelle, et dans le cas extrême, d'assurer la survie d'une partie de notre population. La protection civile prend une grande importance stratégique, si l'on compare le nombre probable des pertes en soldats et en civils. La première raison doit être attribuée au fait que la protection civile rend possible et probable la survie de la population pour laquelle combat l'armée. Il est important et déterminant pour le moral de la population et celui de l'armée qu'on apporte au développement d'une protection civile moderne le même sérieux que celui que l'on apporte à l'armée. Le développement des deux forces augmente les chances d'éviter une guerre et donne la possibilité d'aller au devant d'un chantage atomique. Un tel investissement est rentable et s'impose à la mise en place d'une défense valable.

La protection civile n'a pas encore atteint aujourd'hui l'importance et l'efficacité qu'elle devrait avoir du point de vue stratégique. La conception doit être adaptée aux exigences actuelles, comme l'armée qui a reçu des directives précises dans la conception du 6 juin 1966. Les moyens de combat biologiques et chimiques doivent trouver une plus grande place dans l'instruction et la préparation des mesures de protection; le développement et l'organisation de la protection locale doivent être adaptés au combat moderne. Il faut tenir compte des problèmes de l'intoxication et de la contamination générales, de celui des catastrophes dues au gaz ou à l'huile lourde, le service sanitaire doit être bien préparé et équipé pour l'arrivée inopinée de masses de blessés graves. La nécessité de l'occupation anticipée et prolongée des abris doit être ancrée dans l'esprit de nos populations. Il faut préparer de nouveaux organes de conduite pour permettre l'intervention au-delà des échelons et frontières communales. A cet effet, on pourra bénéficier de l'organisation du service territorial qui assure la conduite et la coordination entre les autorités civiles et les postes de commandement militaires sans oublier celle de l'économie de guerre, de la police, du service sanitaire, etc. Le recrutement des cadres doit être réexaminé et assuré. Pour les femmes, il faut prévoir l'obligation générale de servir et pour les officiers de l'armée, l'obligation de servir dans la protection civile.

En conclusion, on peut dire que la protection civile a un rôle primordial à jouer dans la défense nationale. Son importance sera dorénavant d'autant plus accrue qu'elle constitue aujourd'hui, avec l'armée, un des piliers de défense appelés à épargner toute guerre à notre pays. C'est sur cette base que seront créées les directives de planification. La protection civile ne peut remplir les tâches qui lui sont attribuées dans le cadre de la défense que si elle est organisée d'après le concept de la défense nationale, c'est-à-dire sur des bases stratégiques: développement uniforme sur tout le territoire national et mise sur pied d'organismes complémentaires.



Block- und Sektorenpläne

fertigen wir mit grösster Sorgfalt an. Je nach Wunsch verkleinern, vergrössern oder kopieren wir Ihr Planmaterial in jeder Auflage und auf jedes gewünschte Papier. Unsere Fachleute arbeiten schnell und zuverlässig. Dabei spielen die jahrelange Erfahrung und modernste Einrichtungen eine grosse Rolle. Die Herstellung von Plänen für die Katastrophenvorsorge ist Vertrauenssache. Speziell kleineren Gemeinden stellt deren Beschaffung nicht selten Probleme. Kommen Sie zu uns an die Zieglerstr. 34, oder telefonieren Sie uns unter 031 25 92 22 (15). Wir helfen Ihnen gerne dabei. Dass wir zudem stets danach trachten, die für Sie finanziell günstigste Lösung zu treffen, ist für uns selbstverständlich. Reproduktionsanstalt
ED. AERNI-LEUCH, 3000 BERN 14

Zivilschutz und Gesamtverteidigung

Im Rahmen der Delegiertenversammlung des Schweizerischen Bundes für Zivilschutz am 2. Mai im Kantonsratssaal zu Solothurn, hielt der Direktor der Zentralstelle für Gesamtverteidigung, die am 1. April 1970 ihre Tätigkeit aufgenommen hat, Dr. Hermann Wanner, seine erste öffentliche Rede. Seine programmatischen Ausführungen, denen im ganzen Lande ein grosses Echo beschieden war, bringen wir hier in einer Zusammenfassung.

Gesamtverteidigung ist kein Einzelgebiet, sondern besteht aus einer Fülle und einem weiten Fächer von Aufgaben und Problemen. Der Zivilschutz ist eine Teilaufgabe der Gesamtverteidigung, die bereits während des Zweiten Weltkrieges angepackt und am 24. Mai 1959 mit dem Artikel 22bis auf eine klare verfassungsrechtliche Grundlage gestellt wurde.

Seit dem Ersten Weltkrieg haben sich die Kriegführung wie die Aufgaben der Verteidigung radikal gewandelt. Das Ueberleben ist in den Vordergrund gerückt, die Massnahmen zum Schutze von Volk und Armee, die Rettung und Betreuung von Menschen sowie der Schutz der Güter haben an Bedeutung gewonnen. Der moderne Krieg erfasst nicht mehr allein die Armee, sondern das ganze Land, seine ganze Wirtschaft und die gesamte Bevölkerung. Im Bericht des Bundesrates vom 6. Juni 1966 über die Konzeption der Verteidigung wird mit Rücksicht auf die heute offenkundige Totalität des Krieges die Eingliederung der militärischen in die totale Landesverteidigung gefordert. Diese wird inskünftig viel stärker als bisher von der Notwendigkeit totaler Abwehrmassnahmen bestimmt sein. Es muss eine Synthese aller Teilbereiche der Gesamtverteidigung zu einer Gesamtkonzeption gefunden werden. Die Gesamtverteidigung ist denn auch der Inbegriff aller Massnahmen zur Erhaltung der Eigenstaatlichkeit. Mit dem Inkrafttreten des Bundesgesetzes über die Leitungsorganisation und den Rat für Gesamtverteidigung auf den 1. April 1970 ist dem Bundesrat, dem nach wie vor die oberste Verantwortung für die Leitung der Vorbereitungen und des Vollzuges der Abwehrmassnahmen in Frieden und Krieg zukommt, ein geeignetes, alle Verteidigungsprobleme erkennendes und im Griff behaltendes, in die Zukunft weisendes, planendes und koordinierendes Stabsorgan beigegeben worden.

Dem Zivilschutz kommt im Rahmen der Gesamtverteidigung erhöhte Bedeutung zu. Er ist die erste und überaus wichtige Massnahme. Dabei darf er nicht allein auf passiven Schutzmassnahmen verharren, sondern er muss die kriegsverhindernde Wirkung seiner Vorhaben anstreben. Namentlich die Aufklärung und die Anweisungen für das Verhalten der Bevölkerung im Krieg bedürfen verstärkter Propagierung und Durchsetzung. Die Probleme der rechtzeitigen Warnung, der Versorgung und Information in den Schutzräumen, der Betreuung, des Sanitätsdienstes nach Atomschlägen, der Bestattung bei Massenverlusten müssen in Angriff genommen und einer Lösung zugeführt werden. Hauptziel ist, das im Atom- oder in einem konventionellen Krieg entstehende Chaos möglichst bald in eine Ordnung zurückzuführen, im schlimmsten Fall das nackte Ueberleben eines Teils unserer Bevölkerung zu sichern. Angesichts der zu erwartenden Verhältniszahlen zwischen den ums Leben kommenden Soldaten und Zivilisten kommt dem Zivilschutz strategische Bedeutung zu. Diese liegt primär darin, dass der Zivilschutz das Ueberleben der Nation möglich und wahrscheinlich macht, für welche die Armee kämpft. Es ist für die Moral der Zivilbevölkerung wie der Armee wichtig und entscheidend, dass für den Ausbau eines modernen Zivilschutzes mit dem gleichen Ernst gesorgt wird wie für den Ausbau der Armee. Der Ausbau beider verbessert die Chancen der Kriegverhinderung und schafft die Möglichkeit, einer atomaren Erpressung zu begegnen. Hier lohnt sich eine grosse Investition, und drängt sich eine Schwerpunktbildung auf.

Der Zivilschutz hat heute noch nicht die Bedeutung erlangt, die Kraft und die Wirkung, die ihm aus der Sicht der Strategie zukommen sollte. Die Konzeption muss den heutigen Gegebenheiten angepasst werden, ähnlich wie die Armee mit der Konzeption vom 6. Juni 1966 klare Richtlinien erhalten hat. Die biologischen und chemischen Kampfmittel müssen vermehrt in die Ausbildung und Vorbereitung von Schutzmassnahmen einbezogen, Aufbau und Gliederung des örtlichen Zivilschutzes dem Bild des modernen Kampfes angepasst werden. Die Probleme der Vergiftung und Verseuchung, der Oel- und Gaskatastrophen sind anzugehen, der Sanitätsdienst muss auf den plötzlich eintretenden Massenanfall von Schwerverletzten ausgerichtet und ausgerüstet werden. Die Notwendigkeit des vorsorglichen Bezuges der Schutzräume und eines lange dauernden Aufenthaltes darin bedarf vermehrter Aufklärung. Es sind neue Führungsmittel bereitzustellen, um über die Stufe und Grenzen der Gemeinden hinaus wirken und eingreifen zu können. Dabei kann man sich die territorialdienstliche Organisation zu Nutze machen, die die Führung und Koordination mit den zivilen Behörden und den militärischen Kommandostellen gewährleistet und die Kriegswirtschaft, die Polizei, den Sanitätsdienst und anderes mehr miteinbeziehen. Die Rekrutierung des Kaders muss neu überdacht und gesichert werden. Für die Frauen ist hierfür die allgemeine Dienstpflicht vorzusehen, für die Offiziere der Armee ist die Schutzdienstpflicht neu zu regeln. Schliesslich ist die Schutzraum- und Organisationspflicht auf sämtliche Gemeinden auszudehnen.

Zusammenfassend muss festgehalten werden, dass dem Zivilschutz in der Gesamtverteidigung eine eminent wichtige Aufgabe zukommt. Er wird an Bedeutung gewinnen, da er neben der Armee eine der wesentlichen Säulen bildet zur Verstärkung der kriegverhütenden Wirkung unserer Landesverteidigung. Darauf gründen sich die Richtlinien für die Planung. Der Zivilschutz kann die im Rahmen der Gesamtverteidigung zugewiesene Aufgabe nur erfüllen, wenn er nach dem Konzept der allgemeinen Verteidigung, also dem strategischen Grundsatz ausgerichtet ist: gleichmässiger Ausbau auf dem gesamten Territorium der Schweiz und Schaffung von ergänzenden Organisationsformen.

Neu: Computersatz

jetzt noch rascher
und leistungsfähiger für

Buchdruck
Offset
Siebdruck
Zeitungsrotation

Vogt-Schild AG
Buchdruckerei und Verlag
4500 Solothurn 2
Telefon 065 26461